



**MA PENSION, MA RETRAITE
POUR VIVRE
C'EST CAPITAL !**

**RASSEMBLEMENT
24 Novembre 2015
10h00
Place Garibaldi
Nice**

LES RETRAITES NE SONT PAS DES NANTIS

DES PENSIONS ET RETRAITES BLOQUEES DEPUIS LONGTEMPS

Des prélèvements injustes

De nombreux retraités sont soumis à des prélèvements fiscaux obligatoires. Selon la situation fiscale, ils peuvent être prélevés de la Contribution sociale généralisée (CSG), la Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) et la Cotisation de solidarité pour l'autonomie (Casa).

Réduire la dette

1% d'augmentation des salaires, des pensions, c'est 2,2 milliards pour la Sécurité sociale.

Répartir autrement c'est capital

Le gouvernement le patronat en cherchant à amputer la sécurité sociale privilégie une fois de plus la rémunération du capital, les dividendes: il y a trente ans, les dividendes versés aux actionnaires correspondaient à dix jours de salaire ; c'est 45 jours en 2012

Touche pas à mes pensions, à mes retraites

Loin de relancer la croissance et l'emploi, la politique de baisse des pensions, des retraites, des salaires, de précarité, a contribué à baisser le pouvoir d'achat, la consommation et la croissance et donc à baisser la demande interne et détruire massivement des emplois.

Depuis longtemps maintenant elles ne sont plus revalorisées. Elles devaient l'être au 1er octobre. La promesse ne sera pas tenue. Ni la CNAV, ni les complémentaires. Patronat et gouvernement sont unis pour baisser notre pouvoir d'achat. Le passage de l'indexation des retraites sur les prix et non sur les salaires a entraîné au fil des années une baisse considérable des pensions,

L'inflation n'augmenterait pas et pourtant notre porte-monnaie se vide à grande vitesse!

De plus en plus de retraités sont devenus imposables. Le poids de la Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie (CASA), suppression 1/2 part pour les veuves et veufs, augmentation de la CSG amputent lourdement les pensions.

La TVA frappe fortement au porte-monnaie. Elle frappe proportionnellement les plus basses pensions. Cet hiver, se chauffer est devenu un luxe pour de plus en plus de retraités. Sur les marchés, acheter des produits frais, de la viande devient souvent un luxe.

La perte constante de Pouvoir d'achat des pensions entamée depuis près de deux décennies, le blocage de toute revalorisation de celles-ci au cours de ces dernières années sont lourds de conséquences pour l'ensemble des retraités ; Ils conduisent à une précarité générale, voire à des drames dans certains cas.

AUGMENTATION DES RETRAITES DE 0,10% DÉBUT OCTOBRE.

Rien depuis 2013 si ce n'est une prime en 2014 de 40 € pour les petites pensions et retraites ...une misère !... Nouvelle provocation en 2015 : 0,10 % soit pour 1000€ ...1 € supplémentaire par mois !... quel manque de respect pour les 13,7 millions de retraités qui ont cotisé à la CNAV...

Les retraités des nantis?

Plus de 800 000 retraités au-dessous de seuil de pauvreté. 10 % des retraités, dont une majorité de femmes seules, perçoivent une pension inférieure à 600 € par mois.

La perte d'autonomie

Pour une personne en perte d'autonomie, se retrouver en établissement spécialisé est souvent un drame. Beaucoup n'arrivent pas à payer les frais d'hébergement.

Enfants, petits-enfants sont souvent sollicités pour acquitter le reste à charge.

Le gouvernement a repoussé la réforme sur le reste à charge au prétexte qu'elle coûterait 1,5 milliards d'euros.

C'est bien peu par rapport aux 41 milliards d'euros versés aux entreprises, y compris celles du CAC 40 sans même vérifier que cet argent public sert bien à l'investissement et non à l'augmentation des dividendes.

Garder les services publics

Santé, hôpital, transports, la poste, le gaz, l'électricité...

LE SERVICE PUBLIC EST UN FACTEUR DE COHÉSION SOCIALE.

Le service public c'est : la continuité et l'accessibilité des services rendus aux usagers, l'égalité de traitement, péréquation tarifaire, obligation de fourniture, souci de la qualité des prestations, minimisation des coûts pour la collectivité, etc. Les besoins fondamentaux de tous les individus doivent être satisfaits : telle est la conception qui fonde son utilité sociale.

Le service public n'est donc pas simplement prestataire de biens et de services mais aussi producteur de lien social et de citoyenneté. Il se trouve aujourd'hui confronté aux politiques de libéralisation et de privatisation.

Accord ARRCO-AGIRC

Rejeté par la CGT et FO, 3 syndicats (CFDT, CGC, CFTC) ont signé cet accord scélérat ... qui entre autres coups bas fera reculer l'âge effectif de départ à la retraite à 63 ans tout en abaissant le niveau des pensions et retraites ... cet accord contient aussi un catalogue de mesures d'austérité touchant tout particulièrement les retraités et surtout les femmes (ex: Gel pendant 3 ans de la revalorisation qui deviendrait: inflation 1point... décalé du 1^{er} avril au 1^{er} novembre)

Nous revendiquons :

- l'arrêt du gel des pensions ;
- l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités et aucune pension inférieure au SMIC pour une carrière complète;
- le retour à une revalorisation annuelle des pensions au 1^{er} janvier de l'année prenant en compte l'évolution des salaires;
- la mise en œuvre dès 2015 d'une loi sur l'adaptation de la société au vieillissement avec la prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité Sociale;
- le développement et le renforcement des services publics indispensables à une vie digne, en particulier dans le domaine de la santé.

EN MATIERE DE SANTE

Le niveau des retraites, la baisse des remboursements de la Sécurité Sociale, les déserts médicaux éloignent les retraités de l'accès aux soins. Situation qui découle de choix politiques délibérés et de restructuration de la santé, en particulier la loi HPST, des objectifs de rentabilité financière, se

traduisant par des suppressions de postes, des fermetures de lits et de centres hospitaliers. Les dépassements d'honoraires sont un scandale.

Trop nombreux sont les retraités qui n'ont pas les moyens de se soigner, d'avoir une mutuelle.

ADAPTATION DE LA SOCIÉTÉ AU VIEILLISSEMENT

Le gouvernement Sarkozy avait promis une loi sur la perte d'autonomie. Elle n'a jamais vu le jour.

Le gouvernement Hollande à promis un projet de loi sur «l'adaptation de la société au vieillissement ». Il est passé en première lecture au parlement. Nul ne sait quand ce projet sera adopté. Si quelques

avancées sont à noter, les questions de financement demeurent bloquées dans la logique de soumission à la finance.

Personnes âgées, aidants familiaux ont besoin de cette loi. Nous attendons toujours. Pendant ce temps, depuis 2013 nous payons 0,3% pour la CASA qui est détourné de son objectif.

LES SERVICES PUBLICS

Au nom des directives européennes les services publics (santé, transports, école, poste énergie...) sont attaqués aggravant les conditions de vie de beaucoup de retraités. Les services publics

sont un socle majeur de la vie de la société. Ils sont nécessaires pour assurer la cohésion sociale et le bien-être des populations, quel que soit le territoire, sa densité industrielle.

**RASSEMBLEMENT
24 NOVEMBRE 2015
10H00
PLACE GARIBALDI à NICE**